



Citius, Altius, Fortius - Communiter

[J'accède au site](#)

« *Citius, Altius, Fortius* » et surtout « *Communiter* » comme dirait l'autre !

Ensemble à la CFDT Vos représentants au conseil d'administration
Supporters ou compétiteurs Remunerations Attention fragile

- « **Ensemble** » ! (ou « *communiter* » en latin) : C'est la partie la plus récente de la devise olympique qui fait sens depuis longtemps à la CFDT, pour être fort et aller loin, vers un destin consenti.
- ✚ « **Ensemble** » : C'est converger par la négociation pour qu'il n'y ait ni grands gagnants ni grands perdants, seule voie pour assurer la pérennité des engagements et l'apaisement social.
- ✚ « **Ensemble** » : C'est avoir en commun les valeurs humanistes, républicaines et démocratiques ...

Élections des Administrateurs
Salariés du CEA



Vous avez choisi
la sélection proposée par la
CFDT

Vous êtes plus de 6000 à avoir voté pour vos représentants salariés au Conseil d'Administration du CEA (6 sièges de salariés au total parmi les 18 du CA, dont les représentants des ministères de tutelle de l'organisme).

Les résultats sont les suivants :

Liste parrainée par	Voix ⇨ Proportion %	Nombre de sièges
CFDT	1697 ⇨ 28,12%	2
CGT	1383 ⇨ 22,92%	1
CFE-CGC	1169 ⇨ 19,37%	1
CFTC	790 ⇨ 13,09%	1
UNSA-SPAEN	699 ⇨ 11,58%	1
FO	296 ⇨ 4,9%	0

Vos représentants salariés parrainés par la CFDT vous remercient de leur confiance même si le taux de participation reste bas.

Une fois encore, les « filleuls » de la CFDT remportent la majorité relative des suffrages, grâce à la clarté de leurs positionnements et au travail remarquable de leurs prédécesseurs.

Merci

« La parole est aux
salariés : »

Sondage sur les
Rémunérations



Plus supporteurs que
compétiteurs ?



Un sondage a été proposé par la CFDT (*newsletter de mai*) sur le sujet : « les salariés du CEA » et leur capacité de mobilisation sur la question des salaires.

Quand les élus CFDT interrogent les salariés sur le terrain, une large majorité des salariés rencontrés attendent ardemment une revalorisation générale des salaires, après 13 ans consécutifs de perte du « pouvoir d'achat ». La plupart veulent que les élus négocient des évolutions salariales... C'est chose faite en partie avec les compensations obtenues ...! Toutefois, lorsque la négociation patine, seule l'action des salariés peut la faire sortir de l'enlisement

Alors ?

Quand la CFDT, par un sondage express, interroge les salariés sur leur volonté à se mobiliser sur ce sujet précis, **150** réponses donnent les résultats suivants :

- **77%** sont prêts à être plus zélés que jamais sur les horaires de travail,
- **74%** sont prêts à s'engager dans des actions fortes et visibles (*rassemblements, ralentissements aux entrées...*),
- **62%** sont prêts à recourir à plusieurs jours de grève,
- **53%** sont prêt à compenser la perte de pouvoir d'achat en allongeant visiblement la pause méridienne.

Parmi les actions innovantes, vous avez été plusieurs à proposer des « sites piétons », « des ralentissements aux sorties », « des kermesses », « du bruit ou de la musique partout, tout le temps », la « grève des mails » ... Mais vous avez aussi rappelé que la passion de votre métier est incompatible avec des actions qui entraveraient votre travail ...

Pour **la CFDT**, la trop petite mobilisation autour de ce sondage express est révélatrice : Les salariés attendent des choses et mandatent les élus pour y accéder. Malheureusement et heureusement, à la CFDT les élus sont les porte-paroles et négociateurs des salariés.

La faible mobilisation met en difficulté les négociateurs et est génératrice de frustrations, qui conduisent inéluctablement à la « fatigue démocratique » que nous connaissons et dont les populistes s'emparent.

La CFDT remercie les 150 participants qui ont répondu au sondage mais faute de véritable représentativité ne nous permet pas de dégager des pistes d'actions dans l'immédiat.

Rémunérations & Co



Le CEA doublement plombé par l'état de l'État français

Au Comité National du 13 juin – après la folle soirée des élections européennes - l'Administrateur Général informe les élus que les travaux parlementaires, en particulier la préparation budgétaire, sont suspendus. Ceci compliquera l'exercice 2025, qu'il annonce déjà comme « délicat ».

Pour 2024, les 100 Md€ d'économie budgétaire se traduisent au CEA par une annulation sèche de 27 M€, destinés à l'Assainissement / Démantèlement. Cette annulation ne devrait perturber en rien le budget de l'année en cours compte tenu de la sous consommation de ce secteur d'activité. Toutefois des réserves budgétaires sont annulées et le total des réductions budgétaires frappant le CEA seront de l'ordre de 60 M€ avant le second coup de rabot promis par le gouvernement actuel en 2025.

L'AG a démenti toutefois un moratoire sur les recrutements. Il estime que la trajectoire à la hausse des effectifs doit être prudente au regard des contraintes budgétaires à venir. C'est notamment le cas avec les emplois de la DES décidés lors du Conseil de Politique Nucléaire. A la DAM, le blocage est plus marqué car la baisse notable du nombre de démissions combinée aux délais de recrutement risquerait de dépasser le plafond d'emploi.

Concernant les salaires, l'AG informe les élus qu'il restera loyal et ne fera rien sans approbation gouvernementale ! C'est bien dommage car pendant 13 années, les « tutelles », elles, ne se sont pas montrées bien loyales envers notre organisme en terme de revalorisation générale des salaires.

Le social en eaux troubles



Ou quand le social penche à droite

L'acronyme PLUDAV¹ que les salariés ont découvert cette année en ACAS, désigne le plafond de dépenses annuelles de la famille bénéficiant d'une aide sociale, pour ses vacances. Le PLUDAV ne dépend que de la composition familiale. L'aide sociale qui s'applique à la dépense (*dans la limite du plafond*) dépend des revenus du foyer.

Composition et revenus familiaux ! Quoi de plus social ?!

Preuve en est de l'engouement que les salariés CEA ont manifesté pour cette nouvelle approche sociale, portée comme le fut en son temps par la CFDT, l'aide aux études..

Mais les temps changent et l'esprit social de l'ACAS avec. Au lieu de doubler exceptionnellement le PLUDAV de 2024 (*comme le voulait la CFDT*) la majorité de circonstance (*CGT et CGC*) a préféré distribuer 250 € à tous, quelle que soit la composition familiale et ses revenus.

Pour 2025, au lieu d'augmenter le PLUDAV de 20% comme le préconise la CFDT, la majorité préfère « les destinations de l'année » qui est une « niche d'aide » illisible pour une réglementation dite « simplifiée » et dont le sens sociétal est très discutable.

Quant à l'aide aux études, les ayants-droits du CEA risquent d'être surpris et de ne plus avoir le choix entre le « versement sur salaire » et le « chèque culture » en raison d'une potentiel irrégularité de ces derniers vis-à-vis des règles de l'URSSAF... Au lieu de s'empresse à faire perdre 35% à ceux qui choisissent de percevoir l'aide en chèques culture, n'aurait-il pas été plus simple de consulter avant toutes choses l'URSSAF, d'autant que leurs derniers contrôles n'avaient mis à jour aucune illégalité...

Etonnant et à suivre donc!

¹ Plafond Unique de Dépenses Annuelles Vacances

Vous adhérez aux valeurs de la CFDT ?

Rejoignez-la !

J'ADHÈRE EN LIGNE